dodis.ch/12594

25 octobre 1956

17

Vrin: 25 octobre 1956

Le drame de l'Afrique du Nord

Je ne vous avais jamais donné beaucoup d'espoir sur les chances de la politique de "pacification" entreprise par l'actuel gouvernement français en Algérie.

Jusqu'à la semaine dernière, son échec s'avérait chaque jour un peu plus et l'opinion française commençait à en être consciente. C'est pourquoi on a beaucoup parlé ces derniers temps de négociations ou de médiation. Le Sultan du Maroc, comme Bourguiba, ont offert leurs bons offices au gouvernement de Paris. Celui-ci, sans les refuser formellement, a préféré gagner du temps, escomptant on ne sait trop quel développement heureux. Mais Tunis et Rabat, pressées par l'opinion populaire, ne pouvaient attendre indéfiniment. Si la situation au Palais Bourbon n'était pas mûre, elle pourrissait dans l'Empire chérifien et dans la Régence. Aussi, le 22 octobre, le Sultan s'est-il rendu en visite officielle à Tunis. Mohammed V et Bourguiba devaient examiner la question algérienne, arrêter les plans d'une vaste fédération nord-africaine, épaulée sur la France. Pour mettre ce projet sur pied, il était obligatoire de consulter les chefs de l'insurrection algérienne et de savoir sur quelle base il était possible de traiter avec eux.

Les cinq principaux leaders du Front de libération nationale ont donc été reçus, le 20 octobre, par le Sultan à Rabat. La France en a pris ombrage et a rompu les pourparlers qu'elle poursuivait avec le Maroc. Il ne s'agissait encore que d'une passe d'armes diplomatique.

Dodis

dodis.ch/12594

Mais, les Français n'en sont pas restés là. Les services de sécurité savaient, comme tout le monde d'ailleurs, que ces cinq fellagha devaient suivre Mohammed V à Tunis. A l'insu du gouvernement, ils leur ont tendu un guêt-apens. L'avion que les Algériens ont pris était un avion de la Compagnie chérifienne des transports dont l'équipage était français. Cet appareil devait contourner l'Algérie par la Méditerranée et atteindre la Tunisie sans survoler le territoire français. Mais la chasse française a pris l'air et intimé l'ordre à l'avion d'atterrir à Alger. Après quelques hésitations, le chef-pilote y consentit. Il tourna en rond en dessus de la mer jusqu'à l'heure de l'arrivée à Tunis, puis se posa sur l'aérodrome d'Alger. Les cinq leaders fellagha ne s'étaient rendu compte de rien; leur surprise fut totale quand ils se virent entourés de policiers, revolver au poing, qui leur passèrent les menottes. Le gouvernement a, après coup, approuvé et couvert l'initiative de sa police.

L'opinion française ulcérée par toutes les déconvenues subies depuis de longues années, a applaudi à ce tour de passe-passe. Bien joué, se sont écriées la presse et la majorité des députés.

En fait, il s'agit d'une violation manifeste du droit des gens, d'une insulte délibérée au Sultan, d'un acte de mauvaise foi patent. Mais, il connaît des précédents. En 1804, Bonaparte s'empara dans des conditions analogues du duc d'Enghien qu'il fit fusiller à Vincennes. En 1808, il attira à Bayonne le roi d'Espagne, Charles IV, et son fils Ferdinand et les obligea à abdiquer.

Les deux actions de Napoléon ont été sévèrement jugées. Talleyrand, pour expliquer la réprobation causée par le guêt-apens de Bayonne, donna cet apologue: "Qu'un homme dans le monde y fasse des folies,

dodis.ch/12594

qu'il ait des maîtresses, qu'il se conduise mal envers safemme, qu'il ait même des torts graves envers ses amis, on le blâmera sans doute, mais s'il est riche, puissant, habile, il pourra encore rencontrer des indulgences dans la société. Que cet homme triche au jeu, il est immédiatement banni de la bonne compagnie qui ne lui pardonnera jamais."

Châteaubriand, de son côté, a écrit: "Une grave leçon est à tirer de la vie de Bonaparte. Deux actions, toutes deux mauvaises, ont commencé et amené sa chute: la mort du duc d'Enghien, la guerre d'Espagne. Il a beau passer dessus avec gloire, elles sont demeurées là pour le perdre. Il a péri par le côté même où il s'était cru fort, profond, invincible, lorsqu'il violait les lois de la morale, en négligeant, en dédaignant sa vraie force, c'est-à-dire ses qualités supérieures dans l'ordre et l'équité."

Guy Mollet, en ratifiant le guêt-apens de sa police, égale d'un coup le Napoléon du fossé de Vincennes et du rendez-vous de Bayonne. Il serait cruel de pousser la comparaison plus outre.

Après deux guerres mondiales, notre génération a perdu le sentiment de la morale internationale. On a vu tant de choses que plus rien n'étonne ni ne choque. La réprobation cède devant l'admiration pour un coup heureux.

C'est pourquoi le traquenard d'Alger ne déconsidérera pas obligatoirement la France dans le concert des nations.

Mais il risque d'entraîner le pays dans une direction tout autre que celle qu'il pensait suivre. Le Sultan et Bourguiba croyaient agir avec l'accord tacite de la France. Le prince Moulay Hassan revenait

dodis.ch/12594

de Paris où il avait parlé des projets de son père. Bourguiba, lui aussi, s'était entretenu du même sujet avec Guy Mollet et Savary. Tunisie et Maroc luttaient d'émulation pour prendre la tête d'un Maghreb de tendance anti-égyptienne et pro-française. Savary, notamment, ministre des affaires marocaines et tunisiennes, appuyait cette conception.

En quelques heures, les heures de réflexion qui l'ont amené à entériner l'initiative des services de sécurité, le président Mollet a détruit ces projets et anéanti cet espoir. L'offense faite au Sultan, et par contre-coup à Bourguiba, est directe, personnelle, insupportable. Elle est aussi publique; toute la population du Maghreb l'a ressentie. Il y a plus encore. L'Orient arabe assiste à la scène, cet Orient avec lequel rivalise Mohammed V. Si le Sultan encaisse l'affront sans se venger, c'en est fait de son rôle, de son renom et de son honneur.

Bourguiba est moins touché. Toutefois, la faillite de son plan relance son rival Ben Youssef qui n'a cessé de répéter que l'on ne pouvait avoir aucune confiance dans la France. Si le président tunisien ne trouve pas une parade, il sera supplanté par les extrémistes yusséfistes.

La vengeance de Mohammed V, la parade de Bourguiba, ne peuvent guère être moins qu'une déclaration de soutien de la cause algérienne.

La capture des cinq chefs rebelles engage aussi la France. Elle a décapité l'insurrection. Le gouvernement est condamné à en tirer parti, c'est-à-dire à poursuivre la répression jusqu'à son terme. Les documents saisis dans l'avion marocain lui permettront

dodis.ch/12594

sûrement d'arrêter des complices, de saisir des dépôts, de surprendre des bandes. Des détachements insurgés se replieront à l'est et à l'ouest. Il faudra verrouiller les frontières tunisienne et marocaine. Des incidents surgiront avec les troupes de la Régence et de l'Empire chérifien.

Sera-t-il possible d'éviter l'extension de la guerre à tout le Maghreb? A mon avis, la seule solution consisterait à reconnaître que les chefs fellagha arrêtés sont effectivement les dirigeants suprêmes du Front de la libération algérien et à les traiter en éventuels interlocuteurs valables, à s'apprêter à négocier avec eux, avec l'avantage de la position.

Mais l'opinion française ne paraît pas prête à le tolérer. Depuis l'arraisonnement de l'avion marocain, elle escompte des succès militaires, l'écrasement de la rébellion, nullement des négociations, préludes à un abandon partiel de l'Algérie.

Les succès momentanés que les forces du ministre résidant Lacoste remporteront probablement, rétabliront-ils le calme, l'ordre et la paix? Autoriseront-ils un retrait progressif de l'armée d'occupation ou exigeront-ils au contraire de nouveaux renforts, de nouvelles divisions pour garder le terrain conquis? Qu'on se souvienne qu'en 1943, la Gestapo a arrêté en France tous les membres du comité de libération. Quelques semaines plus tard, un nouveau comité avait été constitué, et la résistance reprenait son activité.

25.10.1956
NA/lo